

trais les dirigeants de l'association canadienne des mineurs. Mon propre ministère étudie la question en profondeur, sans oublier l'incidence sociale pour les municipalités de la suppression des subsides. Nous espérons connaître très bientôt la décision gouvernementale quant à l'avenir des mines d'or et de l'exploitation des gisements aurifères dans les diverses régions et à l'à-propos de la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'INFLATION—SUGGESTION D'UNE RENCONTRE DU PREMIER MINISTRE AVEC LES CHEFS SYNDICAUX

L'hon. George Hees (Prince-Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre.

Une voix: Il n'écouterà pas.

L'hon. M. Hees: Je lui en ai donné préavis. A la suite de la suggestion que le premier ministre a faite hier, à savoir que j'invite les principaux dirigeants syndicaux du pays à une réunion privée avec le premier ministre pour discuter de certains problèmes économiques graves et des solutions possibles, et compte tenu des assurances personnelles que m'ont données, ces dernières 24 heures, les chefs syndicaux qu'ils accueilleraient avec joie une telle rencontre qui, selon eux, serait fort constructive, le premier ministre voudrait-il assurer à la Chambre qu'il va donner dès maintenant des instructions à son personnel en vue d'organiser cette rencontre aussitôt que possible, à un moment qui convienne aux intéressés?

Une voix: Pourquoi pas la prochaine fin de semaine?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il peut exister un léger malentendu au sujet de la fin à laquelle le député aurait employé ses pouvoirs de persuasion. Lorsque j'ai répondu à sa question hier, j'ai dit que, n'ayant pas connu beaucoup de succès au cours de mes dernières réunions publiques avec les dirigeants ouvriers, il y a quelques mois, le député pourrait peut-être les convoquer et les convaincre. De toute évidence, il se sent incapable de les convaincre et préférerait que je le fasse moi-même.

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. M. Trudeau: Je suis, de toute façon, disposé à prendre cette initiative et je remercie le député de sa proposition positive. Toutefois, j'estime hautement les pouvoirs de persuasion de notre ministre du Travail qui, me dit-on, est en contact avec les dirigeants

ouvriers depuis quelque temps et qui organisera des réunions de ce genre si elles peuvent être utiles.

L'hon. M. Hees: J'ai signalé au premier ministre, et il le sait fort bien, que ces dernières 24 heures de très importants chefs syndicaux du Canada ont donné à entendre qu'une réunion privée avec le premier ministre aiderait considérablement à améliorer l'atmosphère économique au Canada et, partant, notre économie. Le premier ministre pourrait-il étudier sérieusement cette question, dans l'intérêt du pays? Je ne badine pas du tout. Demandera-t-il à ces chefs syndicaux de le rencontrer en privé, loin des journalistes, de la radio et de la télévision? Peut-être pourrait-on tenir une réunion chez le premier ministre pour discuter de ces questions importantes.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député a posé sa question.

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je puis assurer au député que je prends la chose au sérieux. Je le remercie d'avoir songé à cela et de m'en avoir parlé hier après la période des questions. Tout ce que je puis faire, c'est répéter la réponse que je lui ai donnée hier et lui dire que l'on prend déjà certaines mesures dans ce sens. Le ministre du Travail s'est entretenu avec ces dirigeants. S'il ne peut progresser davantage et si les chefs syndicaux estiment qu'ils ne peuvent m'atteindre que par l'intermédiaire du député, je lui laisserai volontiers convoquer une réunion.

L'INFLATION—LA HAUSSE DES SALAIRES DANS LE REMORQUAGE ET LA LIMITE DE 6 P. 100

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Une question supplémentaire. Comme suite à l'annonce du ministre du Travail hier, je demanderais au premier ministre si la limite du gouvernement quant aux augmentations de salaire est encore de 6 p. 100?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Le chef de l'opposition s'en souviendra, l'attitude du gouvernement a été précisée par le ministre des Finances: le président de la Commission des prix et des revenus a proposé ce plafond au gouvernement fédéral et aux provinces. Nous avons déclaré avoir l'intention de l'accepter.

L'hon. M. Stanfield: Une autre question supplémentaire. Le premier ministre ou un de ses ministres fera-t-il une déclaration le plus tôt possible à l'appel des motions pour expliquer cette politique? Comme le gouvernement du Canada semble l'avoir acceptée, comment compte-t-il persuader les intéressés qu'ils